Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 294

Artikel: Dossier de l'éditorial : portrait du Suisse dans son comportement politique : en deux électeurs sur cinq, un "activiste" qui s'ignore

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026709

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Portrait du Suisse dans son comportement politique: en deux électeurs sur cinq, un «activiste» qui s'ignore

Deux citoyens sur cinq, selon l'enquête que nous citons ci-dessous, se déclarent prêts à utiliser, pour manifester leur opinion, des types d'action qui diffèrent complètement du comportement politique classique et entré dans les mœurs en Suisse. Cela va, dans leur esprit, de la grève aux manifestations de désobéissance. Traduisons, pour être encore plus clairs ! Près d'un tiers de l'électorat helvétique peut être qualifié d'activiste : dans certaines circonstances, il est susceptible de passer à l'action directe (corollaire immédiat : sa participation électorale est faible ou nulle).
Remarque importante : ces « actionnistes » — c'est ainsi que l'auteur de l'analyse sur laquelle nous nous appuyons les nomme — marquent une très nette préférence pour la gauche... (développements sur ce point particulier en première page).

Gare aux généralisations !

Mais il ne s'agit pas de se laisser aller à des généralisations abusives ! Il ne s'agit pas, à partir de ces chiffres, de prendre des raccourcis et de déduire qu'il existe parmi la population suisse un potentiel révolutionnaire insoupçonné. Il faut tenir compte de la distance qui existe entre les réponses d'un individu à un questionnaire et son attitude concrète. Plus modestement, on peut affirmer que cette radioscopie, qui situe le citoyen dans le système politique, éclaire à la fois la faiblesse actuelle et la force possible de la gauche.

L'analyse que nous présentons est tirée d'un article de Charles Roig, « La stratification politique » qui sera prochainement publié, conjointement avec d'autres articles, par le Département de science politique de l'Université de Genève. A la base de ce travail, une enquête d'opinion effectuée après les élections fédérales de 1971 auprès de 1917 électeurs et électrices, choisis sur une base aléatoire, par ledit Département de science politique de l'Université de Genève et l'Institut de psychologie de l'Université de Zurich (une première présentation des résultats bruts a paru : « Enquête sur le comportement politique en Suisse — 1972 » (Genève 1974, Etudes et Recherches No 6, Département de science politique de l'Université de Genève).

Suivre la démarche de Charles Roig et comprendre l'originalité de son propos, l'apport stimulant de ses conclusions, c'est bien sûr revenir aux bases méthodologiques de son travail. L'auteur s'en explique brièvement dans un préambule dont voici l'essentiel.

Dépasser le domaine électoral

Analyser le système politique et ses diverses composantes, c'était jusqu'ici, dans les études qui font autorité, se limiter principalement à l'examen du domaine électoral (dans cette perspective, un enjeu parmi d'autres : les individus qui votent régulièrement ont plus d'influence sur le cours des événements que les individus qui votent rarement, mais ils ont aussi moins de poids que ceux qui donnent de l'argent ou ceux qui militent).
Elargir le champ de l'analyse, c'est supposer, par exemple (d'autres éclairages sont évidemment envisageables), que « le vote n'est qu'une des manifestations possibles des activités politiques des citoyens, que d'autres expressions des demandes politiques sont possibles et concevables et doivent contribuer à définir les (différents) types d'engagement politique ».
D'où des conclusions qui ne manqueront pas de surprendre.

1. Puis-je faire quelque chose sur le plan politique?

Les citoyens ont-ils le sentiment de « pouvoir faire quelque chose » sur le plan politique ? Quel est le « poids » que l'individu s'attribue à lui-même dans un système politique donné ? C'est la question numéro un, celle qui cerne le « sentiment d'efficacité politique ». Pour mesurer celui-ci, les auteurs de l'enquête ont construit une échelle à partir de trois indicateurs constitués par les réponses à trois questions. Plus précisément, il s'agissait de tenir compte de l'accord ou du désaccord manifesté à l'égard des propositions suivantes :
— « Le gouvernement fait ce qu'il veut ; les gens comme moi ne peuvent rien y faire » (question A, dans le tableau ci-contre).
— « La politique est parfois si compliquée que les personnes comme moi ne peuvent vraiment pas comprendre ce qui se passe » (question B).
— « Je ne crois pas que le gouvernement se préoccupe beaucoup de ce que les gens comme moi pensent » (question C).
D'où le barême suivant : une personne qui exprimerait un accord avec ces trois propositions se

situerait au niveau le plus bas de l'échelle d'efficacité politique ; à l'opposé, une personne en désaccord avec les trois se situerait au niveau le plus haut ; entre les deux, des personnes en accord partiel avec une ou deux des propositions. Et cinq niveaux apparaissent clairement...

Niveaux	Question A	Question B	Question C	Répartition
0 : Ne savent pas	○	○	○	24 %
1 : Très bas	+	+	+	29 %
2 : Bas	+	+	—	9 %
3 : Moyen	+	—	—	17 %
4 : Elevé	—	—	—	20 %

○ = non réponse + = accord — = désaccord.

Soit, en une phrase : un cinquième des électeurs a un sentiment développé d'efficacité sur le plan politique !
« Cela donne une idée de la proportion de citoyens qui sont pleinement conscients de leur « poids » dans un pays de vieille démocratie et où ils constituent le « souverain ».
A partir d'une telle constatation, de multiples projections sont possibles. Il est intéressant, par exemple, de cerner la relation entre le degré du sentiment d'efficacité et le niveau d'éducation. Là, le diagnostic des enquêteurs n'est pas moins net : « En ce qui concerne l'incitation à voter, l'éducation apparaît comme un facteur déterminant lorsqu'elle est de niveau supérieur ; quand l'éducation est de niveau primaire ou secondaire, l'influence du sentiment d'efficacité politique est d'autant plus importante que le niveau d'éducation est plus bas. » En termes politiques : « Il apparaît que pour les plus favorisés pouvant atteindre des niveaux d'éducation élevés, les institutions éducatives sont un facteur essentiel d'insertion dans le système politique. Pour les moins favorisés, ces institutions n'ont pas un tel rôle : l'insertion se fait suivant d'autres voies, et probablement à un coût plus élevé. »

2. Quand et pourquoi passer dans l'isoloir ?

Quelle est la procédure de vote que vous préférez ? Les élections communales ? Les élections cantonales pour le Grand Conseil ? Les élections cantonales pour le Conseil d'Etat ? Les élections fédérales ? Les votations cantonales ?

De telles questions permettent de se faire une idée générale des préférences des citoyens selon deux dimensions :

Elections ou votations

— la première concerne deux procédures essentielles de la démocratie en Suisse : l'élection et la votation, considérées comme les moyens d'expression politique;

Commune, canton ou Confédération

— la seconde permet de distinguer, et d'apprécier les uns par rapport aux autres les niveaux institutionnels où ces procédures sont appliquées : commune, canton, Confédération
C'est le barême de la participation institutionnelle.
L'hypothèse de base : la participation des citoyens, leur mode d'insertion dans le système politique, sont déterminés dans une certaine mesure (qu'il s'agit précisément de découvrir) par les mécanismes institutionnels prévus et organisés par les textes constitutionnels ou législatifs. »
Les électeurs interrogés ont affirmé passer dans l'isoloir aux occasions suivantes :

NIVEAU DE PARTICIPATION	*TYPES DE PROCEDURES*			
	Elections	*Elections et votations*	*Votations*	*Totaux*
Local b)	19 % (275)	9 % (139)	a)	28 %
Local et fédéral	10 % (135)	10 % (148)	a)	20 %
Fédéral	10 % (148)	32 % (458)	9 % (135)	51 %
Totaux	39 % (558)	51 % (745)	9 % (152)	99 % a)

a) La manière dont la question a été formulée ne permet pas, malheureusement, de remplir ces deux cases de manière significative. « Le vide » se répercute bien sûr sur le total !

b) Niveau cantonal et niveau communal.

● **SUITE DU TEXTE AU VERSO.**

Portrait du Suisse dans son comportement politique

Une notation très importante viendra compléter ce tableau : le nombre des personnes qui n'ont pas répondu ! Il est spécialement élevé : 26 % du total général, soit 462 individus. Le quart des personnes interrogées n'ont donc pas manifesté de préférence...

Mais d'autres tendances méritent d'être soulignées également :

— La préférence pour l'élection, technique de la démocratie représentative, est plus élevée lorsqu'on se situe au niveau local (c'est l'impression lors d'élections locales, de ne pas « faire de la politique », c'est aussi l'expression d'une méfiance face aux partis).

— La préférence pour les deux procédures a tendance à croître lorsqu'on passe du niveau local au niveau fédéral.

— La préférence pour la votation, technique de la démocratie semi-directe, semble plus élevée au niveau fédéral (on peut admettre qu'il existe donc toute une catégorie de démocrates qui font confiance aux mécanismes de la démocratie semi-directe, mais qui sont nettement méfiants à l'égard des partis).

3. S'engager ?

A part les procédures institutionnelles traditionnelles, utiliseriez-vous, pour défendre vos intérêts, ou les promouvoir dans le système politique, des moyens extra-légaux qui ne font pas partie de l'arsenal de la démocratie classique ?

La question est de rigueur pour apprécier le nombre des citoyens suisses qui seraient prêts, le cas échéant, à faire grève, à descendre dans la rue, etc.

LA PARTICIPATION ÉLECTORALE

Là, le diagnostic est un peu plus délicat et il ne peut se révéler vraiment significatif qu'après un certain nombre de présélections, si l'on peut dire. La première consiste à fixer une échelle de participation électorale. Pour fixer cette échelle, trois indicateurs constitués par les questions A, B et C ci-dessous :

A. Avez-vous assisté à une réunion politique organisée par un parti avant les dernières élections fédérales ?

B. Avez-vous fait un travail quelconque pour un parti ou pour un candidat pendant la campagne électorale ?

C. Avez-vous voté lors des dernières élections fédérales du 31 octobre dernier ?

Un individu qui répond affirmativement à ces trois questions est supposé avoir une participation électorale élevée. A l'inverse, un individu qui y répond négativement est censé avoir une participation nulle. Entre ces deux posiitons extrêmes se situent des niveaux intermédiaires, définis par l'échelle du tableau ci-dessous :

Niveaux de participation	A. (réunion)	B. (travail)	C. (vote)	Répartition des individus
1. Très élevé	+ 1)	+	+	5,2 %
2. Moyen	— +	+ —	+ +	13,7 %
3. Bas	—	—	+	42,2 %
4. Nul	—	—	—	37,1 %
Erreurs				1,8 %

1) + : réponse positive
— : réponse négative.

Le principal intérêt de cette première « présélection » réside dans la constatation suivante : les individus ayant une participation électorale élevée ou très élevée ne représentent qu'une minorité de la population inférieure à 20 %.

L'ACTIVISME

Cette constatation amène logiquement à tenter de construire une échelle d'activisme qui permettrait, vu le petit nombre de citoyens portés à voter, de déterminer la propension des individus à utiliser des moyens non électoraux (grèves, manifestations, actes de désobéissance) pour faire valoir leurs préférences dans la sphère politique.

Les préférences analysées devaient se rapporter à des objets les plus précis possibles ; ainsi ont été retenus : obtenir une hausse de salaire, empêcher une construction indésirable (par exemple une centrale atomique), faire cesser un traitement injuste envers une minorité, obtenir la participation dans les entreprises, empêcher des licenciements, faire pression sur les autorités, progresser vers une nouvelle société.

Au prix d'une réduction d'information, les cinq possibilités suivantes ont pu être retenues :

0. : ne sait pas.
1. : aucune des actions proposées n'est retenue.
2. : cela dépend.
3. : tendance marquée à employer les actions (grève, manifestation, désobéissance).
4. : tendance très élevée à employer les actions.

Et un premier contour du groupe d'« activistes » apparaît lorsque l'on répartit la population entre les cinq positions retenues :

0. (ne sait pas)	11
1. (aucune)	42,3
2. (cela dépend)	7,7
3. (tendance marquée)	17
4. (tendance élevée)	22
	100

Sans revenir en détails sur une hiérarchie des différents « objets » proposés (voir ci-dessus), il est cependant intéressant de noter que parmi les objectifs proposés, l'obtention d'une hausse de salaire est celui pour lequel les enquêteurs ont obtenus le maximum de réponses significatives.

LE SUISSE FACE A SON SYSTÈME POLITIQUE

Cette deuxième présélection effectuée, il est alors possible d'obtenir une image plus complète de l'engagement politique des citoyens suisses : il suffit de combiner l'échelle de participation et l'échelle d'activisme. « On peut en effet considérer que l'une et l'autre constituent un bon indicateur de ce que l'on peut considérer comme les formes de l'engagement des Suisses dans leur système politique dans une perspective plus large que la perspective électorale. »

Et l'on obtient ce visage du Suisse face à son système politique (le tableau qui suit peut être considéré comme une « image empirique de la société politique suisse en fonction de l'investissement personnel de ses membres, tel qu'il peut ressortir de l'enquête ») :

PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS	*ACTIVISME (grève, etc.)*	
	Cela dépend	*Marqué et élevé*
Nulle ou basse	27 % (« disponibles »)	31 % « actionnistes »)
Moyenne ou élevée	11 % (« électoralistes »)	8 % (« engagés »)
	23 % (« non politisés »)	

Une rapide explication des étiquettes mises sur les différents groupes :

a) les « non-politisés » sont ceux qui « ne savent pas»; ce qui se traduit non seulement par une grande ignorance de la chose politique, mais aussi par un manque d'intérêt marqué pour celle-ci; ils sont « en dehors du coup »;

b) les « disponibles » se distinguent des précédents en ce qu'ils montrent un minimum d'intérêt pour la chose politique, même si le degré de leur engagement est très faible;

c) les « électoralistes » sont ceux qui montrent une très nette préférence pour le vote comme moyen d'expression politique à l'exclusion de tout autre;

d) les « actionnistes », par opposition aux précédents, ont une préférence également très nette pour les moyens d'action directe retenus (cette préférence va de pair avec une participation électorale médiocre);

e) les « engagés » sont ceux qui « font feu de tout bois » : tous les moyens leur sont bons pour exprimer leurs intérêts et leurs vues.

SATISFAITS DU GOUVERNEMENT ?

A partir de cette grille, de multiples investigations sont possibles. Ainsi, détaillons le degré de satisfaction envers le gouvernement à travers les catégories définies ci-dessus !

	Peu ou pas satisfaits	*Assez ou très satisfaits*	*Total*
Non politisés	16	84	100
Disponibles	21	79	100
Electoralistes	21	79	100
Actionnistes	30	70	100
Engagés	29	71	100

Une des conclusions qui s'imposent : « Indépendamment des opinions ou orientations politiques, les actionnistes et les engagés ont une très nette tendance à se déclarer moins satisfaits du gouvernement. »

L'EFFICACITÉ POLITIQUE ?

D'autres indications dignes d'attention sont obtenues en testant les différentes catégories de Suisses que nous avons déterminées selon le sentiment d'efficacité politique (voir le premier tableau de ce dossier).

Cette recherche (le tableau correspondant ouvre la page suivante) ne fait que confirmer d'autres calculs faits par les enquêteurs : les engagés et les électoralistes jouent un rôle fondamental dans le système politique (ce sont les « leaders de l'opinion ») :

● **SUITE ET FIN AU VERSO.**

DOSSIER DE L'ÉDITORIAL (FIN)

Portrait du Suisse dans son comportement politique

Sentiment d'efficacité :	*Non politisés*	*Disponibles*	*Electoralistes*	*Actionnistes*	*Engagés*
bas	73	47	26	52	40
moyen	17	27	23	22	21
élevé	10	26	51	26	39
	100	100	100	100	100

Trois des caractéristiques de ce tableau sont à relever :

— Il existe une relation étroite entre les types d'engagement et le sentiment d'efficacité politique. Par ordre croissant du sentiment d'efficacité, les types se rangent comme suit : non politisés, actionnistes, disponibles, engagés, électoralistes.

— Electoralistes et engagés apparaissent comme réalisant les scores les plus élevés quant au sentiment d'efficacité.

— Le sentiment d'efficacité est en définitive incnotestablement plus élevé chez les électoralistes ; ce qui conduit à penser que cette variable psychologique est fortement liée à l'emploi de la procédure électorale ; cette interprétation peut aussi s'appuyer sur le faible niveau du sentiment d'efficacité dans un groupe qui n'est pourtant pas socialement passif, les actionnistes.

DE DROITE OU DE GAUCHE ?

Dernière caractéristique remarquable que nous soulignerons : les types ne se distribuent pas également entre les partis de droite (« partis bourgeois ») et ceux de gauche (parti socialiste). Les proportions sont les suivantes :

	Partis bourgeois	Parti socialiste
Non politisés	14	15
Disponible + électoraliste + engagés	58	43
Actionnistes	28	42
	100	100

Les actionnistes ont donc nettement tendance à se concentrer à gauche, ce qui peut donner lieu à de multiples inférences. On peut en effet supposer qu'il existe une affinité entre l'idéologie de gauche et l'esprit critique qu'ils ont tendance à manifester à l'égard des institutions en place ; mais, en même temps, du fait de leur préférence pour des moyens d'expression non électoraux, leur présence tendrait à affaiblir le parti socialiste dans la compétition électorale. »

LA SEMAINE
DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Les détails et la vie

Un reproche est fait fréquemment aux moyens de communications de masse : ils mettent des faits exceptionnels en évidence alors que ceux-ci ne touchent qu'un nombre limité de personnes. Ce serait une cause de trouble. Sans avoir l'ambition de renverser complètement la vapeur, notre petite contribution donc pour rompre cette « conspiration du silence » :

Dans « Die Tat » (262), une réponse à un lecteur qui avait accusé le conseiller fédéral Furgler d'être jésuite. Le père jésuite A. Ebneter, de Zurich, répond notamment : « Laissons ouverte la question de savoir si cette qualification s'adresse plutôt à l'ordre des jésuites ou au conseiller fédéral Furgler et si c'est un honneur ou une honte ; une chose est cependant certaine : le conseiller fédéral Furgler n'est pas jésuite ; le supposer révèle seulement un complexe sans fondement chez l'auteur de la lettre. »

(A propos de « Die Tat », une petite note en passant : le journal est aujourd'hui le seul quotidien zurichois paraissant dans l'après-midi. Un étrange monopole pour une société qui proclame lutter contre les monopoles...)

— Plus sérieux maintenant ! Protection de l'environnement, technologie douce, ces termes ont leur place dans la « grande presse ». La « Neue Zürcher Zeitung » (486) a publié une page d'Uwe Zahn, de Schaffhouse, sur le monde en 2074. Les villes sont livrées aux piétons et aux cyclistes, partout des moulins à vent ou des surfaces pour capter l'énergie solaire, des cultures dans les jardins et la récupération du gaz de compostage des ordures. La rédaction est sceptique, mais note que si la technologie douce ne doit pas être considérée comme une panacée, elle peut tout de même être une incitation à faire preuve d'imagination.

— Le problème jurassien continue d'être largement commenté dans la presse alémanique. La recherche d'une entente est souhaitée par beaucoup de commentateurs. Notons à ce sujet la sentence publiée par « Thurgauer AZ » : « Les antiséparatistes jurassiens semblent avoir appris pas mal de choses des séparatistes » (Die jurassichen Antiseparatisten scheinen von den Separatisten allerhand gelernt zu haben).

— Dans le magazine hebdomadaire du « Tages Anzeiger », une intéressante étude sur le prix du sol : à l'occasion du 850e anniversaire de la ville de Spreitenbach, l'ingénieur-agronome Ruedi Baumann, en suivant le développement de cette cité à travers les différentes étapes de son histoire (du bourg campagnard au centre industriel, en passant par la cité-dortoir par exemple), s'est attaché à restituer l'évolution du prix du sol dans la région et à distinguer les composantes de la fantastique augmentation constatée.